

# Les mille sources de la Colère

N° 172

29 février 2024

## EDITO

À l'ouverture des négociations, en octobre 2023, le DG proposait d'abonder la part indemnitaire de 3 points supplémentaires d'ACF (allocation complémentaire de fonction), à tous les agents et agentes, soit une augmentation de 12,50 € net par mois.

Après plusieurs séances de négociations, l'intersyndicale a pu faire porter cet abondement à 6 points d'ACF soit 25 € nets/mois en 2024 et 4 points d'ACF soit 16,50 € nets/mois en 2025, c'est-à-dire au total une augmentation pérenne de 41,50 €/mois à compter de 2025 (500 euros nets /an). La DG indique ne pas pouvoir aller plus loin. La proposition de revalorisation DGFIP est à mettre en parallèle ou comparaison avec ce qui a été proposé dans d'autres secteurs de la fonction publique, y compris au sein de notre propre Ministère.

- Nos collègues douaniers ont obtenu, en net, 110 € par mois.
- Nos collègues de la DGCCRF 60 € net par mois.
- Les enseignants qui eux ont eu 125 € nets.
- Les hospitaliers 185 € net par mois.
- Et... 1 900 € annuels promis aux policiers .
- 

Ce constat pourrait donc porter à croire que les agents de la DGFIP seraient les mauvais élèves du Ministère et qu'ils devraient se contenter d'une aumône alors qu'ils n'ont cessé de subir restructurations sur restructurations avec un niveau de suppressions d'emplois qu'aucune autre administration d'État n'a subi (35 000 emplois détruits depuis 2002).

Nous avons vu à quoi servent ces accords à la petite semaine : à se gargariser par des jolies publications sur Ulysse, à vanter les mérites du « dialogue social » (comprendre, dialogue à sens unique) mais certainement pas à engager la DG à de réelles mesures favorables au personnel.

S'agissant des modalités d'application d'un accord de négociation, il convient de savoir que la proposition de l'administration est validée en cas de signature dite majoritaire (l'appréciation d'un accord majoritaire se fait au regard de la représentativité syndicale de chaque organisation syndicale, représentativité mesurée à l'aune des résultats des dernières élections professionnelles de 2022).

Dès lors que l'accord réunit plus de 50 % des voix obtenues aux dernières élections : l'accord est validé.

La question qui est posée à notre Organisation Syndicale CGT Finances Publiques, comme aux autres O.S, est de savoir si l'on accepte de signer une telle proposition ou pas. Conformément à notre décision du dernier congrès, la CGT FiP consulte l'ensemble de ces adhérent(e)s sur le projet d'accord qui nous est soumis par la Direction Générale.

Les revendications salariales sont l'affaire de tous, faites entendre votre voix en vous rapprochant de l'organisation syndicale de votre choix :

En tant qu'agent des Finances Publiques, souhaitez-vous que cet accord au rabais soit signé ?

S'il l'était, cela veut dire que les prochaines années seraient, plus que jamais, des années de vaches maigres.

**J'adhère en ligne à la CGT Finances Publiques >> ICI <<**

Contacts

mail [cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr)

tél : 06 19 30 22 37

## La fête à Nono

Le total des bénéfices des entreprises du CAC 40 sera connu dans les prochains jours mais notre ministre veut d'ores et déjà économiser 10 milliards, comprenez asphyxier un peu plus le Service Public, plutôt que « céder à la facilité d'augmenter les impôts ». Pour mémoire et à ce jour, 25 des 40 géants Français dégagent un bénéfice record de plus de 120 milliards d'Euros pour 2023. Les secteurs du luxe, des transports, de l'énergie ou encore de la Banque contribuent à cette explosion. Bénéfices grandissant, population s'appauvrissant, gagnant-perdant.

## Talons à crampons

Enfin une Directrice Générale à la DGFIP ! Un beau symbole à quelques jours du 8 mars. Espérons juste qu'elle ne passe pas son temps à parler aux agents les mains dans ses poches ni qu'elle ne dispose d'un abonnement au Parc des Princes.

## Vacataire dorée

Le verdict de la cour de cassation est attendu pour le 24 avril dans l'affaire des époux Fillon. Quel suspens alors que la campagne de recrutement des auxiliaires bat son plein...

## Le saviez-vous ?

Pour la presse le DG est parti à l'occasion du dernier remaniement ministériel. Une belle occasion de partir, effectivement.

## Kärcher

L'entretien d'un seul de nos anciens présidents de la République dépasse 1 500 000 € par an, hors frais de justice et rémunérations de ses collaborateurs. En prison, celui-ci coûterait certainement moins cher au contribuable et puis, comme il prônait la baisse des dépenses publiques, c'est maintenant ou jamais !

## Quand le bâtiment va tout va

Le cap des 30 000 morts est dépassé dans la bande de Gaza où les villes sont dévastées par les bombardements israéliens. Si les ventes d'armes se portent bien, la reconstruction augure un nouvel eldorado pour les cimentiers. Quand cendres et sang se transforment en or, la pierre philosophale capitaliste n'a pas fini de détruire le monde.

## Haute couture de sécurité

Dans le hors-série E-Fip spécial sécurité paru le 8 février, le DG intérimaire nous explique que « Les conditions matérielles d'exercice des missions des brigades de vérification et des BCR vont être améliorées afin de garantir la protection des agents face aux risques d'agression ou d'intimidation ». À ce titre « les agents des BCR susceptibles de participer à des opérations particulièrement exposées seront également dotés d'un gilet pare-balles ». Ils sont donc conviés depuis plusieurs semaines à donner leurs mensurations pour commander leur équipement. Sauf que... Si pour nos collègues masculins les cotes proposées en centimètres semblent correspondre à la morphologie humaine, ce n'est pas le cas pour leurs homologues féminines, tous gabarits confondus. Il a fallu une visioconférence mouvementée entre les services concernés et nos élites de BERCY pour que PARIS comprenne qu'il y avait un problème. Peut-être que la prise des mesures doit s'effectuer en pouces, allez savoir ?

## La minute du Docteur Cyclopède

L'éphéméride de Numérobis est bloqué sur la Saint-Pinocchio, étonnant, non ?

## C'est gravé !

IVG : Notre ventre nous appartient.

**ÉCOLOGIE, ÉDUCATION, RECHERCHE, COHÉSION DES TERRITOIRES...**  
**L'EXÉCUTIF SUCRE 10 MILLIARDS D'EUROS DE DÉPENSES**

